



PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires
Service environnement, eau et forêt

Unité des procédures environnementales

N° S3IC : 68/9368

Arrêté de mise en demeure relatif à M.MARREQUESTE exploitant une carrière illégale de sables et graviers ainsi qu'une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune d'Aurignac, lieu-dit « Sauterne »

N° 0 3 4

Le Préfet de la Région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article L.511-1 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 05 septembre 2016 ;

Considérant que M MARREQUESTE exploite une carrière ainsi qu'une installation de stockage de déchets inertes en toute illégalité ;

Considérant qu'il y a lieu de remédier aux dangers et aux inconvénients que présentent cette extraction et cette installation ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la remise en état dans des conditions respectueuses des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment par l'application des prescriptions de l'article 12,3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitants de carrières ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête

Art.- 1er : M MARREQUESTE sis « Las Segues » 31420 AURIGNAC, est mis en demeure sans délai, **de cesser toute extraction et toute exploitation** de l'installation de stockage de déchets inertes en non conformité avec les dispositions du code de l'environnement.

Art.- 2 : M MARREQUESTE est tenu de régulariser sa situation administrative :

- soit en déposant un dossier de demande d'autorisation pour la carrière et le stockage de déchets inertes **dans un délai de 6 mois**,
- soit en **procédant à la remise en état** des zones affectées par ces travaux. Cette remise en état devra notamment comprendre le remblayage des terrains ainsi que la mise en sécurité des lieux.

Le remblayage doit être effectué avec des matériaux identiques à ceux retirés du sol. Ces matériaux devront provenir d'une carrière autorisée.

M. MARREQUESTE Jean-Claude adresse à l'inspection des installations classées un calendrier prévisionnel des travaux.

M. MARREQUESTE Jean-Claude, devra être en mesure à tout moment de justifier de l'origine des matériaux utilisés pour la remise en état.

Art. - 3 : Si, à l'expiration des délais fixés à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 171-7 et suivants du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

Art. - 4 : Délai et voies de recours

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour la déférer, si elle le souhaite, au tribunal administratif de Toulouse.

Art. - 5 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M MARREQUESTE.

24 MAR. 2017

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire Général,

Stéphane DAGUIN

